

Association des Oulemas : une tendance de l'islam politique algérien (Epoque d'entre les deux grandes guerres)

Laszlo Nagy

INSTYTUT HISTORII (TÖRTÉNETI INTÉZET)
UNIWERSYTET W SEGEDYNIE (SZEGEDI
TUDOMÁNYEGYETEM)

ABSTRACT

Association of the Ulema: a Tendency of the Algerian Political Islam (The Interwar Period)

The article presents how Algerians' national awareness was born. At that time, the country was still a French colony (a department belonging to a metropolis). The author mentions two important figures: Abdelkader ibn Muhieddine and Ben Badis, both of them are important when the process of rousing Algerians' Islamic and national awareness is taken into consideration. Abdelkader and Badis were ulamas; Islamic intellectuals who tried to rouse Algerians by restoring importance of their language and culture. They did not want to rouse political awareness in people, but rather identity coming from moderate Islam. Moderate Islam was supposed to be the basis of resistance against "making the country more French" and at the same time depriving dignity. The author quotes fragments of Ben Badis' reply directed to Ferhat Abbasa (who represented Members of Parliament compliant with France). The reply is of a great value when Algerians' national liberation movement is taken into consideration.

KEY WORDS: ulamas, Abdlekader, Algerian resistance movement, Islamic reformation movement, Ben Badis, Arabic, birth of Algerians' national awareness

SŁOWA KLUCZOWE: Ulemowie, Abdel Kader, algierski ruch oporu, reformistyczny ruch islamski, Ben Badi, język arabski, narodziny świadomości narodowej Algierczyków

Les Français ont pris Alger en 1830. En 1848 la II^e République en faisait partie intégrante de la métropole (« trois départements d'outre-mer »). Ce statut juridique restait valable jusqu'à la proclamation de l'indépendance en 1962, obtenue par une longue guerre d'indépendance nationale (1954–1962).

La résistance à l'occupation française s'organisait dès la prise de la capitale du pays sous la direction d'Abdel Kader, chef de la tribu ouargli de l'ouest de l'Algérie. Elle devait durer jusqu'à sa reddition en 1847. Son idéologie comme celle de tous les mouvements de résistance ultérieures était l'islam comme religion et comme civilisation. Jamais elle n'était caractérisée par la haine de l'occupant, ou en général de l'étranger mais elle voulait défendre le pays de la „dépersonnalisation”, de la „francisation” imposées par le pouvoir colonial français.

Abdel Kader lui-même, vivant en exil à Damas s'est distingué lors de l'émeute antieuropéenne et antichrétienne en 1860 par la protection des Chrétiens. Il n'hésitait pas à défendre au péril de sa vie des milliers de chrétiens. Un contemporain écrivait sur le comportement d'Abdel Kader :

Il donna refuge à tous ceux qui vinrent frapper à sa porte. Il fit même une tournée en ville afin d'offrir aux gens qui erraient dans les rues, sans abri, la possibilité de se joindre à la petite

¹ Cité par B. Etienne, *Abdelkader*, Paris 2003, p. 293.

² Jamalal-Dinal-Afghani (1838–1897), intellectuel réformiste musulman d'origine d'Afghanistan, débatteur avec Ernest Renan à Paris. Il réfutait les thèses du philosophe français sur l'incapacité des musulmans au développement de la science. Il publiait de nombreux articles dans la presse européenne et des ouvrages dans lesquels il avait exprimé les bases doctrinales de la rénovation de l'islam à être capable s'adapter à l'évolution du monde moderne. Mohamed Abdou (1849–1905), mufti égyptien, fondateur avec al-Afghani du modernisme islamique. Il prêchait l'amitié interreligieuse.

caravane qu'il avait organisée, sous l'escorte de ses Algériens, pour aller recueillir et mettre en sûreté les sujets français, résidants à Damas¹.

Pour son geste humanitaire Pie IX lui décernait une distinction de l'ordre papal. Les Puissances européennes faisaient de même : la France lui décernait la Légion d'honneur, la Russie la Grande Croix de l'Aigle Blanc, la Prusse la Grande Croix de l'Aigle Noir etc.

Abdel Kader et les autres résistants du XIX^e siècle défendaient les valeurs traditionnelles de l'islam. Leur combat de sauvegarder leur personnalité islamique était mené au nom d'un *islam défensif*. Par contre au XX^e siècle, à partir des années 1920, l'islam algérien comme composant de l'idéologie du mouvement national naissant abandonnait la passivité et devenait *actif, actif pacifique et non violent* acceptant le jeu du système politique en place. Il devenait actif en se rénovant, tenant compte du changement de l'environnement social et politique. C'était grâce à l'Association des Oulémas, mais surtout à son chef Abdelhamid Ben Badis que l'islam en Algérie en se modernisant devenait actif et capable de résister à la francisation, à la dépersonnalisation des Algériens.

Au fond ce mouvement réformiste national religieux était identique au *Nahda*, (renaissance) mouvement réformiste islamique lancé au XIX^e siècle au Proche-Orient par Jamel al-Din al-Afghani et Mohamed Abdou².

Abdelhamid Ben Badis est né en 1889 à Constantine, dans la capitale de l'Algérie orientale gardant le mieux les traditions islamiques. Son père était un riche propriétaire foncier, une personnalité influente de la ville. Grâce à ses deux frères aînés, la politique n'était pas étrangère à la famille. L'un était avocat, l'autre membre des délégations financières, institution de l'Algérie coloniale votant le budget de la colonie. Ben Badis fréquentait l'école libre coranique (medersa). En 1908 il s'est rendu en Tunisie pour y faire des études à l'université prestigieuse de Zitouna où il allait à obtenir son diplôme en 1912.

Rentré dans sa ville natale, il enseignait pendant deux ans la langue arabe et l'interprétation du Coran. A la veille de la grande guerre 14-18 il est parti pour un long voyage au Proche-Orient. Il passait un certain temps au Caire à l'Université Al-Azhar rencontrant les représentants du réformisme islamique. A la fin de la guerre il s'est installé dans sa ville natale et où il exerçait ses activités d'enseignant dans la Mosquée Verte. Il a lancé en 1925 le journal « El Muntaquid » pour populariser ses idées sur les réformes de l'islam.

Dans le premier numéro daté du 2 juin 1925 il publiait ses objectifs conçus dans l'esprit du réformisme islamique, mais rattachés à la réalité algérienne contenant des traits nationalistes :

En tant qu'algérien nous nous travaillons en vue d'unifier, de restaurer l'esprit national parmi ses fils, de leur faire aimer l'action utile et la science efficace. Nous ne suivons ni les conservateurs figés, ni les partisans de la francisation, ni ceux du modernisme outrancier³.

Ces phrases citées montrent clairement qu'il ne voulait pas suivre le chemin du maraboutisme conservateur opposé au progrès. Mais en même temps il rejetait la position des intellectuels francophones qui luttèrent pour acquérir la nationalité française même au prix d'abandonner leur statut musulman. Il désirait le maintien et la consolidation des relations amicales avec la France. Il demandait à la République française de développer le système scolaire et de faire participer les Algériens à la gestion des affaires de leur pays. Il envisageait d'amener, avec l'aide de la France, le peuple algérien à devenir un peuple moderne.

Il voulait contribuer à la construction d'un islam moderne dans lequel l'Algérie garderait sa propre personnalité tout en faisant partie de l'oumma, la grande communauté islamique et en même temps de toute l'humanité.

3 Cité par A. Merad, *Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940*, Paris-La Haye 1967, p. 443, 445.

4 Cité par S. Hadjerès, *Quand une nation s'éveille. Mémoires*, t. 1, 1928-1949, Alger 2015, p. 263.

Donc il avait comme idéal un islam ouvert et non pas un islam fermé, replié sur lui-même. Il écrivait ceci dans son journal « El Muntaquid » daté du juillet 1925 :

Nous oeuvrons, en tant qu'Algériens, à rassembler la nation algérienne, à ranimer en ses enfants le sentiment national et à leur inculquer la volonté de s'instruire et d'agir jusqu'à ce qu'ils s'éveillent en tant que nation ayant droit à la vie.

Et nous aimons l'humanité que nous considérons comme un tout et nous aimons notre patrie comme une partie de ce tout. Et nous aimons ceux qui aiment l'humanité et sont à son service et nous détestons ceux qui la détestent et lui portent tort⁴.

A cette époque, dans les années 1920, l'entourage amical de Ben Badis n'était pas si élargi, aussi la publication d'El Muntaquid n'était qu'une initiative individuelle. Parmi ses compagnons les plus connus on peut mentionner Bachir Ibrahimi à Sétif, El Okbi, orateur notoire, Mubarak Mili, historien. Tous étaient oulémas, diplômés de l'université Zitouna.

Au début les activités, non coordonnées, des oulémas avaient un caractère religieux et culturel. Ils avaient créé des écoles libres (medersas) pour ainsi faire contrepoid à la domination de la culture française et à l'enseignement de la langue française. Ils enseignaient la religion, le droit islamique, la langue arabe et l'histoire. Dans leur pédagogie l'esprit de l'enseignement et le but de l'éducation étaient nouveaux. La connaissance du Coran restait au premier plan, mais ils s'efforçaient d'enseigner sa langue dans sa pureté originelle, dépourvue des vulgarités de la vie quotidienne. Ils ne séparaient pas l'étude du Coran de celle des autres matières et créaient même des néologismes *al-watan* (patrie), *al umma aldjazairal* (nation algérienne) etc. Ils faisaient également connaître

des chants patriotiques, des oeuvres des poètes arabes, ainsi ils mettaient en place la pédagogie nationaliste algérienne⁵. C'est à Ben Badis que revient le slogan simple, facile à retenir, mais exprimant très bien le patriotisme algérien : « l'islam est notre religion, l'arabe est notre langue, l'Algérie est notre Patrie ».

Dans le combat mené pour purifier l'islam ils se montraient particulièrement intransigeants. Ils condamnaient et jugeaient indignes du fidèle musulman les jeux de hasard et la consommation d'alcool. Sur le rôle de la femme dans la société ils tenaient la position conservatrice bien connue. Pour améliorer la situation matérielle des fidèles ils recommandaient l'épargne. Ils s'élevaient nettement contre ceux qui renonçaient à leur statut pour devenir citoyen français. C'était le fonds de leur divergence avec les intellectuels francophiles réunis dans l'organisation de la Fédération des Élus. C'était la raison pour laquelle celle-ci et les oulemas ne pouvaient s'entendre pour fonder une organisation unie en 1928.

Dans les années 1920 les activités des oulémas ne posaient pas de problème pour l'administration coloniale. Ils ne prenaient pas ouvertement position dans les diverses questions sociales et politiques. C'est pourquoi les autorités coloniales les comparaient à « une petite chapelle n'ayant aucune influence sur la population musulmane »⁶.

Par contre, à la fin des années 1920, certains des oulémas insistaient de plus en plus fermement sur les opinions opposées au mythe de « l'Algérie française ». Mubarak Mili dédiait au peuple algérien son oeuvre *Histoire de l'Algérie*, publié en 1928. Son but était de faire connaître au peuple algérien sa propre histoire afin qu'il se rendît compte dans quel état était sa nation et qu'il fût capable de résister pour ne pas être assimilé par la France. Taoufik al Madani dans son *Histoire de l'Algérie*, paru en 1932 s'exprimait de façon encore plus nette : « Tous ceux qui pensent qu'il est possible avec le temps de rendre ce peuple musulman nationaliste, français dans ses coutumes, ses traditions, ses moeurs, se bercent d'illusions »⁷.

5 J. Desparmet, *Le nationalisme à l'école indigène*, « Bulletin du Comité de l'Afrique française (BCAF) » 1935, n°4, p. 220-230; B. Saadallah, *The Algerian Ulemas 1919-1931*, « Revue d'histoire Maghrébine » 1974, n°2, p. 140-145.

6 *Rapport général sur la situation politique et administrative des Musulmans algériens, mai 1928*, Centre des archives d'outre-mer (CAOM) 11H47.

7 Cité par S. Bencheneb, *Quelques historiens arabes modernes de l'Algérie*, « Revue Africaine » 1956, p. 480-493.

⁸ Statuts de l'Association des oulémas d'Algérie [in:] C. Collot, J.-R. Henry, *Le mouvement national algérien. Textes 1912–1954*, Paris 1978, p. 45; J. Desparmet, *La politique des Oulémas Algériens (1911–1937)*, BCAF 1937, n°1, p. 355.

⁹ Propriété de donation de l'établissement pieux d'œuvres d'intérêt général (éducation, santé).

En 1931 les oulémas formaient leur organisation Association des Oulémas Algériens dont Ben Badis était élu président. Ils fixaient dans le statut de l'Association que ses membres ne s'occuperaient pas de questions politiques et ne participeraient pas aux débats politiques :

Toute discussion politique, ainsi que d'ailleurs que toute intervention dans une question politique, est rigoureusement interdite au sein de la société.

Cette Association a pour but de combattre les fléaux sociaux: alcoolisme, jeux de hasard, paresse, ignorance, ainsi que tout ce qui est, par sa nature, interdit par la religion, réprouvé par la morale et prohibé par les lois et décrets en vigueur.

Pour arriver à ses fins, l'Association se réserve d'employer tous les moyens adéquats non contraires aux lois en vigueur⁸.

Cependant à ce temps-là El Okbi était déjà en train d'organiser à Alger le mouvement revendiquant la séparation de l'État et de l'Église ce qui signifiait concrètement que l'État français ne devait pas s'immiscer dans les affaires religieuses des musulmans, p. ex. lors des élections de leurs dirigeants.

Le pouvoir colonial justifiait son ingérence par le décret du 7 décembre 1930. Ce décret déclarait propriété de l'État français les propriétés *habous*⁹ et privait ainsi l'Église musulmane de ses assises matérielles. Ensuite, il se chargeait de la soutenir financièrement pour pouvoir contrôler. Le mouvement d'El Okbi ayant un caractère anticolonial entraînait de plus en plus nombreux de gens. Ses objectifs étaient popularisés par les oulémas dans les médersas et dans les mosquées. C'est pourquoi, dans sa circulaire du 16 février 1933, le préfet d'Alger interdisait

la prédication dans les mosquées. Mais l'environnement politique était au changement. Les forces de gauche se mobilisaient contre le pouvoir colonial et le fascisme montant, elles organisaient des mouvements revendicatifs pour l'augmentation des salaires, pour la liberté d'expression etc. Aux élections de 1936 le Front populaire réunissant la coalition des partis de gauche était arrivée au pouvoir en France. La vie politique devenait plus libre en Algérie et dans les autres colonies françaises aussi.

Et alors Ben Badis s'engageait dans la politique. Il proposait de convoquer un congrès auquel participeraient les diverses organisations représentant les Algériens qui élaboreraient ensemble un programme de revendications politiques pour le nouveau gouvernement de Paris.

Les communistes soutenaient l'initiative de Ben Badis et proposaient l'élaboration d'un programme commun qui contiendrait des revendications concrètes et aurait grande chance de se réaliser dans les circonstances favorables données.

Mais qui représentait les Algériens ? Les communistes – « se nationalisant » – se montraient prêts à assumer l'héritage d'Abdel Kader, de Mokrani¹⁰ et de l'émir Khaled (1875–1936)¹¹.

Les oulémas faisaient de même en reconnaissant l'héritage du passé historique du peuple algérien et en soulignaient le caractère arabo-islamique ce que la Fédération des Élus n'acceptait pas. Et cela faisait éclater une violente discussion entre Ben Badis et Ferhat Abbas, dirigeant de la Fédération des Élus.

Dans un de ses articles Ferhat Abbas écrivait que la nation algérienne n'existait pas, par conséquent il n'avait pas de sens de parler du patriotisme algérien :

Si j'avais découvert la nation algérienne, je serais nationaliste. Cependant je ne mourrai pas pour la patrie algérienne parce que celle-ci n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'histoire, j'ai visité les cimetières, personne ne m'en a parlé.

¹⁰ Chef de l'insurrection de Kabylie en 1871.

¹¹ Précurseur du nationalisme algérien, il revendiquait l'égalité entre l'Algérie et la France.

¹² *Entente*, le 23 février 1936.

¹³ *Sihab*, avril 1936 cité par A. Merad, *op.cit.*, p. 398–399.

Sans doute, ai-je rencontré l'« empire arabe », l'« empire musulman » qui honora l'islam et notre race... mais cet empire n'est plus. On ne bâtit pas sur du vent. Nous avons écarté une fois pour toutes les chimères pour lier définitivement notre avenir à celui de l'oeuvre française dans ce pays¹².

La réponse de Ben Badis peut être considérée comme le document d'importance historique du mouvement de libération nationale. Il a été le premier à déclarer que la nation algérienne existe :

Ces hommes (les Élus – JNL) parlent au nom de la majorité, mais tout un monde les sépare du peuple. Nous sommes les représentants de la majorité. Vous ne nous représentez pas du tout, vous ne parlez pas en notre nom, vous n'exprimez pas nos sentiments. Cette nation algérienne musulmane, ce n'est pas la France, ce n'est pas possible qu'elle soit la France, elle ne veut pas devenir la France et même si elle le désirait, elle ne le pourrait pas. Bien au contraire c'est une nation totalement éloignée de la France par sa langue, ses moeurs, ses origines ethniques, sa religion. Elle ne veut point d'assimilation. Elle a une patrie qui lui est propre, l'Algérie, avec ses frontières actuelles bien connues et qui est administrée par le Gouverneur général, nommé par le gouvernement français. Ce pays algérien musulman est un ami loyal de la France. Sa loyauté n'est pas extérieure, elle vient du coeur. Son dévouement pour la France est celui d'un ami pour son ami, non celui d'un sujet pour son maître¹³.

Ben Badis insistait sur la caractère arabo-islamique de la population algérienne pour la sauvegarder de la dépersonnalisation coloniale. Pour lui la civilisation arabo-islamique était égale avec d'autres civilisations, chrétienne,

européenne etc. Il n'avait pas de complexe d'infériorité, Par ses actes comme par ses écrits il laissait entendre qu'il acceptait le cadre démocratique républicaine auquel l'islam rénové, réformé pouvait s'adapter tout en gardant son identité.

Après avoir être déçu de la politique algérienne du gouvernement du Front populaire en raison de ses promesse non tenues il a abandonné le terrain de la politique. Il est décédé dans sa ville natale en 1940.

Il représentait un islamisme humaniste qui était pour la cohabitation pacifique entre les hommes de diverses religions. Il refusait l'islam violent, intolérant qui se positionnait – et qui se positionne – comme le « véritable islam » équivalent au djihad continuel contre « les infidels ». Sa vie et son oeuvre incarnent une tradition islamique qui mérite d'être connues dans le monde actuel bouleversé plein d'agressivités où plutôt l'islamisme défiguré, privé de son essence humaniste domine les esprits et permet ainsi de faire les amalgames, confondre islamisme et terrorisme. Il était – et il demeure – un exemple à suivre.

BIBLIOGRAPHIE

- Rapport général sur la situation politique et administrative des Musulmans algériens, mai 1928*, Centre des archives d'outre-mer (CAOM) 11H47.
- Statuts de l'Association des oulémas d'Algérie* [in:] C. Collot, J.-R. Henry, *Le mouvement national algérien. Textes 1912–1954*, Paris 1978, p. 45.
- Bencheneb S., *Quelques historiens arabes modernes de l'Algérie*, « Revue Africaine » 1956, p. 480–493.
- Desparmet J., *Le nationalisme à l'école indigène*, « Bulletin du Comité de l'Afrique Française (BCAF) » 1935, n°4, p. 220–230.
- Desparmet J., *La politique des Oulémas Algériens (1911–1937)*, « Bulletin du Comité de l'Afrique Française (BCAF) » 1937, n°1, p. 355.
- Etienne B., *Abdelkader*, Paris 2003.
- Hadjerès S., *Quand une nation s'éveille. Mémoires*, t. 1, 1928–1949, Alger 2015.
- Merad A., *Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940*, Paris–La Haye 1967.
- Saadallah B., *The Algerian Ulemas 1919–1931*, « Revue d'histoire Maghrébine » 1974, n°2, p. 140–145.
-